



Vendredi 18 novembre 2022

Avec Dorothee Schmid directrice de programme à l'IFRI

Les sujets du mois

- **Sommet du G20 à Bali :**

La question du non-alignement dans la crise Ukraine/Russie a été soulevée. Pour rappel, le G20 a été créé en 1999 dans le contexte de fin de crise financière. Il rassemble 85% du commerce mondial et 2/3 de la population. C'est un groupe de réflexion pour la stabilité économique. Ce G20 est important parce qu'il montre les positionnements des pays émergents, à un moment où les besoins de diplomatie multilatérale se font ressentir. Ces pays cherchent à faire entendre leur voix sur la scène internationale.

Ce que l'on retient de ce G20 est le dialogue et l'échange multilatéral. La longue entrevue entre Xi Jinping et Joe Biden et leur poignée de main sont le symbole d'un apaisement au moins ponctuel dans les relations sino-américaines.

De plus, on note une volonté de l'Indonésie de se mettre en scène comme acteur de poids dans les relations internationales, en continuité avec la volonté d'autres pays émergents. En effet, sa position est stratégique, il s'agit de la 16e économie mondiale, du plus grand pays musulman, etc. L'Indonésie veut jouer le rôle de médiateur, dans sa tradition de non-alignement et pour la prévention des tensions. La plupart des membres du G20 ont, lors de ce sommet, condamné implicitement la guerre en Ukraine.

Les enjeux pour la France résident dans le fait qu'elle a du mal à convaincre dans sa position sur la guerre en Ukraine. Cela peut faire penser à une sorte de non-alignement gaullien. Si le but est d'éviter les divisions entre l'Occident et les pays émergents pour amener à une condamnation de la Russie, alors il paraît difficile pour Emmanuel Macron de maintenir le dialogue avec la Russie en même temps.

- **Tentative d'assassinat de l'ancien premier ministre pakistanais**

Cet événement marque un retour d'instabilité en Eurasie, région qui semble être le nouveau centre du monde (Russie, Chine, Turquie). Le Pakistan est un pays déchiré politiquement par la nécessité géopolitique de s'entendre avec la Chine, et le conflit frontalier à propos du Cachemire avec l'Inde. En même temps, sa position est privilégiée puisqu'il est traversé par la Nouvelle route de la soie chinoise.

La tentative d'assassinat d'Imran Khan le 3 novembre dernier s'inscrit donc dans ce contexte. Converti à la politique sur le tard, l'ex premier ministre était au départ le capitaine de l'équipe de cricket pakistanais et a été appelé à la Coupe du monde de 1992. En 1996, il crée son parti politique puis gagne aux élections de 2018. Il vire progressivement vers le conservatisme religieux, le rejet de l'influence étrangère, le retour de la souveraineté pakistanaise, le refus d'alignement avec les États-Unis, etc. Imran Khan affirme que l'assaillant fait partie d'une conspiration d'État.

Les questions

- **Y-a-t-il un risque de conflit généralisé en Ukraine ?**

Jusqu'à cette semaine, il y avait une certaine capacité à contenir la guerre en Ukraine. L'incident en Pologne montre néanmoins la fragilité de la situation. On ne pensait pas avoir à nouveau une guerre en Europe. La confrontation plus large de la part de Poutine est peu probable, donc la généralisation du conflit est peu probable elle aussi. On est face à une politique de dissuasion.

- **Signature d'un accord de délimitation maritime entre le Liban et Israël :**

Un accord de délimitation de la souveraineté maritime a été signé entre le Liban et Israël, deux pays officiellement en guerre. Même s'il s'agit d'un accord historique, on est tout de même loin d'un éventuel accord de paix. Pour la signature de l'accord et les négociations, il a fallu l'intervention américaine. Par ailleurs, l'accord a été permis par l'intervention directe de Total Énergie pour la répartition des ressources d'éventuels forages gaziers.

Le thème de la semaine

- **Syrie : la guerre est-elle finie ?**

En Syrie, le gouvernement a repris le contrôle de 2/3 du territoire. Les Kurdes de Syrie, qui représentaient avant le conflit une minorité presque invisible, ont réussi à s'imposer et ont fait un travail de « kurdisation » d'une partie du territoire syrien. Autour d'Idlib, il reste des groupuscules armés résidus de groupes islamistes, qui reprennent désormais l'initiative pour se libérer de l'influence turque. On a aussi la présence des forces de la coalition dirigée par les États-Unis, avec un poste d'observation au sud du territoire syrien.

Comment la guerre en Syrie a-t-elle transformé le Moyen-Orient ? Déjà, avec l'intervention de nouveaux protagonistes tels que l'Iran, la Turquie et la Russie. A partir de 2011, la Syrie implose, disparaît dans ce qu'elle était physiquement, il y a des destructions énormes, 2/3 des Syriens sont déplacés dans le pays, etc. Daesh choisit ce territoire comme lieu d'organisation de son projet politique. Le conflit syrien a débuté par une révolte qui était une sorte de déclinaison locale des « printemps arabes ». Le gouvernement turc soutenait l'opposition à Bachar al Assad, tout comme l'Arabie saoudite. Les occidentaux sont restés hors du conflit, on se rappelle de la « ligne rouge » d'Obama et la non-intervention des États-Unis lorsqu'elle a été franchie. On a à ce moment deux nébuleuses islamistes : Al Qaida et Daesh, l'idée d'un État kurde, etc. A partir de 2015, la Russie soutient Assad dans l'objectif de l'accès aux mers chaudes (le port de Tartous est une base militaire et aussi une escale commerciale), en plus de l'Iran, allié traditionnel du régime syrien. Les occidentaux se sont marginalisés, ont échoué dans leur format de négociations, au profit du format d'Astana (Russie, Iran, Turquie).

Qu'est-ce qui sonnerait la fin de la guerre ? Un des indicateurs serait la fin des interventions militaires, or il y en a encore. Il n'y a pas de traité de paix, ni de processus de réconciliation civile, et la question du retour des réfugiés en Syrie se pose toujours. La situation semble bloquée. Les frontières demeurent instables. Le conflit syrien a donné lieu à une véritable boucherie, alors que l'on pensait que la guerre était devenue « civilisée », et il élargit la carte des États faillis.